

**LA QUESTION DE L'EMPLOI DES JEUNES
DE 15-24 ANS AU MAGHREB,
AVEC UNE REFERENCE PARTICULIERE
AU CAS ALGERIEN**

Fatiha **SEROUR***
Ali **KOUAOUCI****

Cette étude a un triple-objectif: 1) en se concentrant sur le groupe des 15-24 ans, réaliser d'abord un état des lieux qui décrirait les situations des jeunes de ce groupe d'âges particulièrement fragile et explosif en ce qui concerne l'emploi et "l'employabilité", approchée par la formation professionnelle. Dans une seconde étape, en se basant sur les projections démographiques des Nations-Unies (révisées en 2002), montrer les défis à venir et les tensions futures sur le marché du travail en mettant en perspective le poids des générations à l'entrée et à la sortie de l'activité. Enfin le troisième objectif serait de proposer un cadre de planification stratégique qui permettrait de proposer différents scénarii chiffrés d'intégration de ce groupe d'âges combinant la formation professionnelle et la création d'emplois.

Les taux de chômage des jeunes sont en effet partout beaucoup plus élevés que les taux globaux de chômage, le rapport variant de 2 à 3 même dans les pays développés, avec deux exceptions notables qui sont l'Allemagne et le Japon où l'inverse a été observé. Ces deux pays, entre autres, ont développé la formation professionnelle à un niveau rarement égalé ailleurs, en qualité et en quantité. Les pays du Maghreb ont des niveaux très modestes de jeunes en formation professionnelle qui, par ailleurs conçue comme une filière devant absorber les échecs scolaires, ne prépare pas adéquatement les jeunes au marché du travail.

Les statistiques récentes du BIT montrent que les jeunes de la région arabe ont connu des taux de chômage les plus élevés dans le monde durant la période 1997-2003: environ 26%, soit le double de la moyenne mondiale. Il en va de même pour les femmes de la région avec un taux de 16,5%, et la population active en générale avec un taux moyen de 14%, soit le double de la moyenne mondiale. En fait

* Chef de département, Département Economique et Affaires Sociales des Nations Unies, UNDESA – Washington – Etats-Unis d'Amérique

** Enseignant chercheur, Université de Montréal - Canada

ces niveaux sont probablement sous-estimés pour la région arabe. Même si ces statistiques peuvent être discutées, elles indiquent clairement que même si la région arabe n'est pas la plus pauvre, trouver un (premier) travail est plus ardu que partout ailleurs dans le monde.

Les Nations-Unies ont identifié le problème du chômage des jeunes comme une des priorités pour les années à venir. Au niveau international, un réseau d'emploi de la jeunesse – Youth Employment network - (YEN) a été établi et il est entré en activité à un niveau élevé. Dans ce cadre, tous les gouvernements ont été encouragés à présenter des rapports sur l'emploi des jeunes et des plans d'action. YEN se concentre actuellement sur l'emploi au niveau national et s'est donné mars 2004 comme date-limite pour que les gouvernements soumettent leurs rapports et plans d'action nationaux pour l'emploi des jeunes. Les rapports devraient aborder quatre (4) questions fondamentales: employabilité, égalités de chances, esprit d'entreprise et création d'emploi. Des questions additionnelles peuvent être abordées selon les situations locales.

LA CROISSANCE DEMOGRAPHIQUE DU PASSE ET LES DEFIS ACTUELS¹

Nous nous inspirons du cadre élaboré par McNicoll (McNicoll, 1984) en l'adaptant à la situation du Maghreb. Nous allons essayer de montrer comment dans le cas du Maghreb, la croissance démographique a amené des générations de plus en plus nombreuses aux âges d'entrée en activité, à se marier et à créer de nouveaux ménages. Cette structure particulière qui exerce sur le marché du travail une tension inédite et redoutable va modifier de nombreuses institutions comme la famille, mais aussi le marché du travail, et par là-même le champ économique et voire même le champ politique. En particulier la notion de famille et de mariage quasi universel et précoce qui caractérisait les sociétés maghrébines encore récemment, connaît un recul évident annonçant des changements importants au niveau du comportement individuel. Ce comportement qui va par rétroaction et généralisation progressive continuer à réduire la croissance démographique qui lui a donné naissance, bouclant ainsi la boucle. Cependant, la croissance démographique ne s'est pas déployée

¹ Cette partie a fait l'objet d'une présentation aux journées de Rabat sur les transitions démographiques des pays du Sud (Kouaouci, 2001)

en vase clos. Diffusion culturelle, politique de population et pressions malthusiennes, paradoxalement aggravées par les programmes d'ajustement structurel, ont accompagné ce changement.

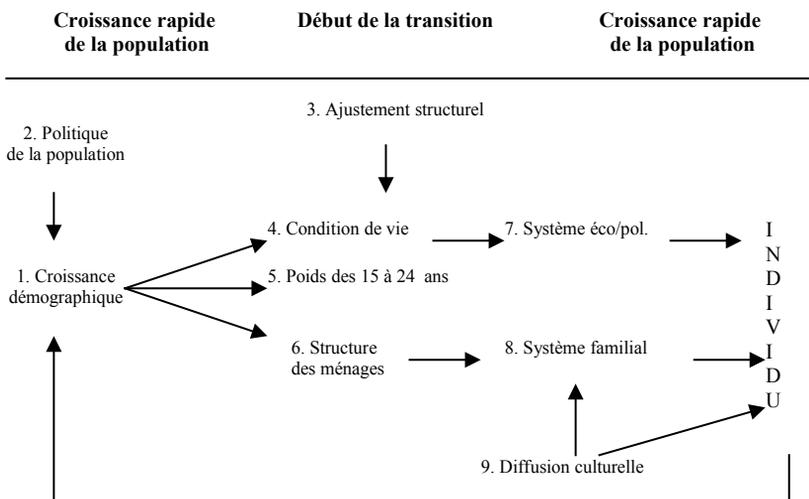


Figure 1. Cadre pour la transition

Ce qui manque dans le cadre de McNicoll, ce sont les interventions politiques, la diffusion du modèle familial alternatif et les difficultés de survie quotidienne aggravées par les programmes d'ajustement structurel. Ces facteurs doivent être pris en compte comme conséquences ou résultats de la croissance démographique, mais aussi comme variables intervenant au même titre que la croissance démographique elle-même dans un premier temps, ce qui n'empêche pas que dans un deuxième temps et assez logiquement les systèmes économiques et politiques seront aussi transformés du fait des conséquences sur le système familial, l'entrée dans la force de travail.

La croissance démographique vient logiquement en premier lieu. La politique de population est une réponse à cette croissance démographique. Le contexte socio-économique ne peut guère être valablement approché si on fait l'impasse sur les programmes d'ajustement structurel qui transforment les conditions de vie des populations du Maghreb, en particulier par la difficulté de trouver un emploi qui concerne les jeunes de 15 à 24 ans au premier chef. Cette crise de l'emploi des jeunes va se répercuter sur la structure des ménages, où le poids des fils et filles en âge de travailler, se marier et créer leur propre ménage va augmenter, sans que les opportunités

évoluent parallèlement. Enfin ces pressions sur le système familial vont pousser à des transformations et par voie de conséquence entraîner des modifications des systèmes économique et politique. Par ailleurs, la diffusion culturelle avec le modèle familial alternatif qu'elle véhicule va rendre possible par le recul du mariage et la baisse de la fécondité une action de freinage de la croissance démographique.

Quand une population s'accroît rapidement, tous les groupes d'âges ne présentent pas le même rythme de croissance. Ainsi, si la population algérienne s'est multipliée par 2.85 entre 1950 et 1990, les effectifs des 15-24 ans se sont multipliés par 3.14 durant la même période, passant de 1.632.000 à 5.128.000. Les données pour le Maroc et la Tunisie sont respectivement 2.68/2.91 et 2.31/2.61. Ce groupe d'âges est particulièrement vulnérable et explosif; relativement instruits et n'arrivant pas tous à s'insérer dans le marché du travail, ni à s'intégrer par le mariage à une forme de vie sociale ordinaire, ces jeunes contestent, dans la plupart des populations en crise, de plusieurs manières, un ordre social qui ne peut leur offrir de place à la mesure de leur ambition. Qu'on en juge: sur les 1.261.313 chômeurs algériens en 1991, 826.957 ont moins de 25 ans, soit 65%.

En réalité, selon les objectifs de l'analyse, les limites d'âge peuvent varier. L'âge démographique ne se confond pas nécessairement avec l'âge social. Dans le cas algérien, le recul de l'âge au mariage (29 ans pour la femme et 31 ans pour les hommes) et l'importance du chômage parmi les moins de 30 ans font que la dépendance vis-à-vis des parents dure plus longtemps et par voie de conséquence, le statut de "fils" ou "fille" se vit de plus en plus longtemps et peut-être de plus en plus difficilement.

Le poids des 15-24 ans dans les 3 populations est considérable. Autour de 20% de la population totale, et de 35% de la force de travail, il ne reçoit que peu d'attention de la part de la société alors que les projections démographiques montrent pour les 3 pays que leur poids va continuer à faire subir des tensions insoutenables sur le marché du travail, en particulier jusque vers 2010, date à laquelle, un fléchissement sera probablement observé.

1 LA JEUNESSE DU MAGHREB: UN RAPIDE SURVOL DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE²

² Cette partie reprend les conclusions d'un atelier organisé à Beyrouth en janvier 2004 par la DESA et consacré au chômage des jeunes dans les pays arabes ayant vécu des conflits. Le rapport peut être trouvé en ligne à cette adresse: <http://www.un.org/esa/socdev/unyin/Workshops/Beirut-DraftReport.pdf>

Comme on va le voir, il n'y a que pour l'Algérie, au niveau du Maghreb, que l'on pourra sérieusement prétendre dresser un profil assez complet des jeunes de 15 à 24 ans pour répondre aux termes de référence proposés par le YEN. Pour des pays comme l'Égypte, la Tunisie, la Libye et la Mauritanie, les taux d'occupation ne sont même pas disponibles au niveau des instances onusiennes comme la DESA.

Pour rappel, le profil recommandé par le réseau d'emploi de la jeunesse comporte:

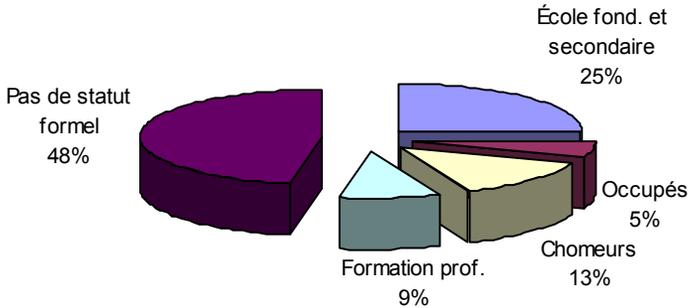
1. l'employabilité de la jeunesse, principalement par la formation professionnelle (et l'éducation)
2. L'égalité des chances pour les hommes et les femmes
3. L'esprit d'entreprise: encourager l'auto-emploi
4. La création d'emplois

Algérie

Selon l'enquête emploi de 2003, le taux de chômage global est de 24,4% et autour de 2,1 millions de personnes sont sans emploi, 72,4% étant âgés de moins de 30 ans. Le taux de chômage des jeunes âgés entre 16-19 ans est estimé à 49%, tandis que celui des 20-24 est de l'ordre de 43,9%. Le taux du chômage féminin est évalué à 25,8%.

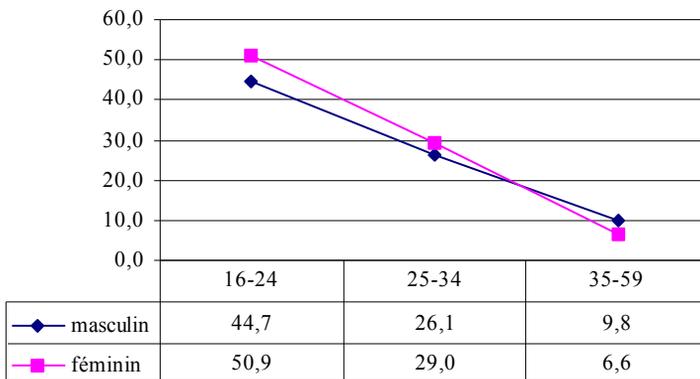
1. Employabilité: Le système d'éducation algérien produit un niveau élevé d'échecs avec une faible proportion d'exclus absorbée par la formation professionnelle. Sur l'effectif des jeunes de 15-19 ans estimé à 3.478.000 en 2000 (c'est-à-dire 11% de la population totale), 25% d'entre eux sont scolarisés (secondaire ou école fondamentale), 9% suivent une formation professionnelle, 5% sont employés et 13% sont sans emploi, 48% n'ayant aucun statut formel. Ces derniers représentent la sous-population avec le plus de risques: activités informelles, prise et trafic de drogues, violence et autres formes de déviances

Figure 2. Statut des 15-19 ans, Algérie vers 2000



2. *Égalités des chances*: Dans la théorie, les égalités des chances existent mais, dans la pratique, les taux de chômage sont plus élevés parmi les femmes, sauf entre 35 et 59 ans.

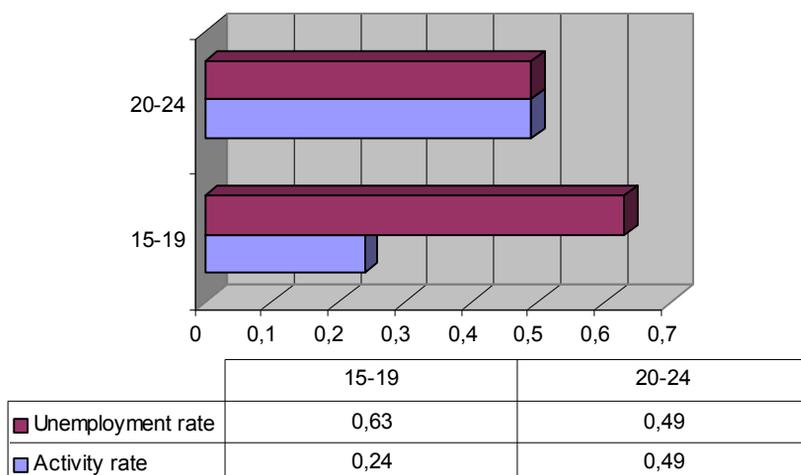
Figure N° 3. Taux de chômage selon l'âge et le sexe en 2003



3. *Création d'emplois et esprit d'entreprise*: Depuis 1996, le gouvernement algérien a adopté 3 mécanismes principaux comprenant l'agence nationale de soutien à l'emploi des jeunes (ANSEJ), l'agence de développement social (ADS), et le programme national pour le développement agricole (PNDA) ainsi que le programme des travaux d'utilité publique à haute intensité de main-d'œuvre qui cible les diplômés, les ouvriers qui ont perdu leurs travail, les ouvriers agricoles

et ouvriers expérimentés âgés de 35-50 ans. Ensemble, ces programmes auraient permis la création de 178.978 postes de travail en moyenne par an durant la période 1995-2003. Cependant, la plupart de ces postes sont destinés aux personnes sans emploi non-qualifiées et ont une durée courte de 3-12 mois. La durabilité s'est donc avérée être un défi important.. Néanmoins, comme mesure de secours, ce type de travail fournit un certain revenu aux bénéficiaires.

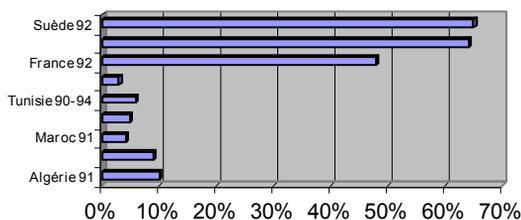
Figure 4. Taux d'activité et taux de chômage des jeunes, vers 2000



Concernant la formation professionnelle, une comparaison internationale au niveau des proportions des jeunes de 15-19 ans engagés dans la formation professionnelle s'avère fort instructive:

- Dans les pays européens, la proportion variait de 48% à 65%
- Dans les pays du Maghreb, elle atteignait à peine 10% en Algérie, 6% en Tunisie et 4% au Maroc
- Entre 1990 et 2000, la situation s'est un peu améliorée pour le Maroc qui atteint presque 5%, mais s'est détériorée pour l'Algérie qui passe à 9% et la Tunisie qui passe à 3%.

Figure 5. Proportion des 15-19 ans en formation professionnelle, divers pays



	Algéri	Algéri	Maroc	Maroc	Tunisi	Tunisi	Franc	Allem	Suèd
■ Série1	10%	9%	4,30%	4,90%	6%	3%	48%	64%	65%

Il y a visiblement une moindre importance accordée à la formation professionnelle au Maghreb alors que les pays développés s’y intéressent très clairement. Il est notoire que dans nos pays, ce type de formation est conçu comme un pis-aller, lorsque la filière traditionnelle n’est pas accessible.

Les autres pays du Maghreb

La figure 8 présente les taux d’activité des jeunes selon le sexe. Nous n’avons pas pu trouver des données sur les niveaux de chômage des jeunes

- Pour le sexe masculin, le taux d’activité le plus élevé chez les 15-19 ans est observé pour la Mauritanie (62%) et les taux les plus bas pour l’Algérie (31%) et la Libye (32%). Chez les 20-24 ans, la Mauritanie se maintient en première position (89%) et l’Égypte présente le taux le plus bas (78%)

- Pour le sexe féminin, ce sont les Mauritanien(ne)s de 15-19 ans qui sont les plus actives (52%), et les Libyennes les moins actives (10%) avec les Algériennes (13%). Chez les 20-24 ans, les Mauritanien(ne)s viennent de nouveau en tête avec 66%, les Algériennes fermant la marche avec 40% avec les Libyennes (42%)

L’Algérie et la Libye tirent l’essentiel de leurs revenus des hydrocarbures, ce qui pourrait expliquer qu’une certaine forme de redistribution de la rente rendrait moins cruciale l’activité des femmes, en particulier, permettant à la tradition de se maintenir. A l’inverse, sans grandes ressources naturelles, la Mauritanie, dont la tradition matriarcale s’est bien conservée, compte beaucoup de femmes engagées dans le commerce, y compris au niveau international.

2. TENSIONS ACTUELLES ET A VENIR SUR LE MARCHÉ DU TRAVAIL

A titre exploratoire, nous avons essayé de comparer le poids des 15-24 ans à celui des 55-64 ans, en vue d'illustrer la tension sur le marché du travail. En effet, ces deux groupes peuvent représenter les sous-populations concernées par l'entrée en activité économique (15-24 ans), et la sortie (55-64 ans). Le rapport de ces deux sous-populations varie en 2000 de 51 entrants pour 10 sortants pour l'Algérie, à 41 pour le Maroc et 36 pour la Tunisie.

A titre d'exemple, le ratio pour le Canada vers 1991 est de 15 entrants pour 10 sortants. Cela donne une idée de la tension sur le marché du travail mais comme on va le voir, il n'y a aucune comparaison avec les pays du Maghreb

- C'est la Libye qui présentait en 2000 la plus grande tension sur le marché du travail avec 56 entrants pour 10 sortants, suivie de l'Algérie avec 51 entrants
- A l'inverse, c'est la Tunisie qui a connu la tension la moins forte avec 36 entrants pour 10 sortants, suivie de l'Egypte avec 39 entrants

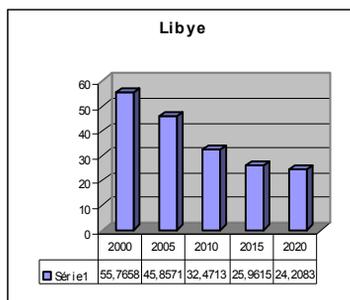
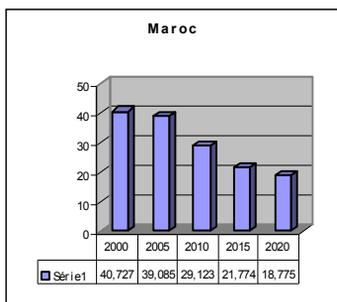
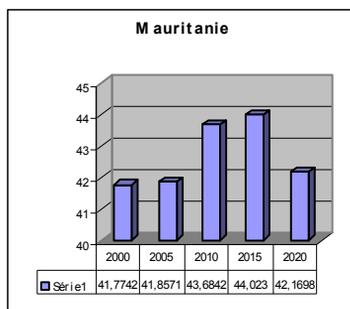
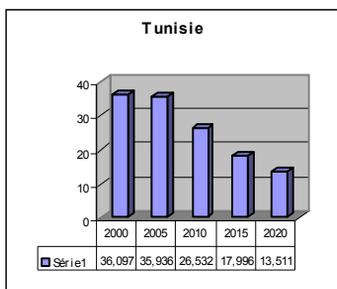
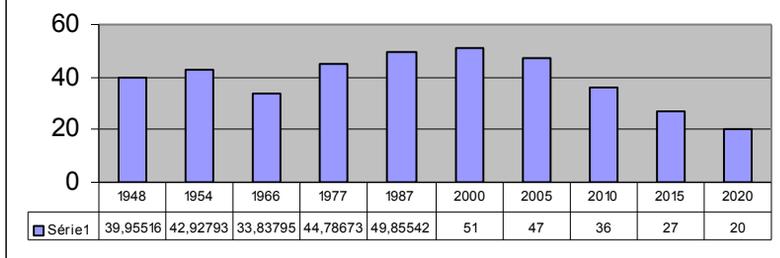
Ce n'est que vers 2020 qu'on commencera à voir des chiffres un peu plus rassurants:

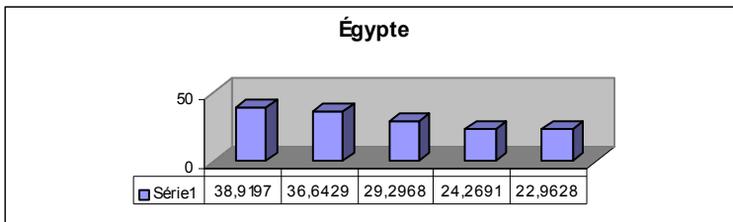
- La Tunisie avec 14 entrants pour 10 sortants conserverait sa place de leader, suivie de l'Algérie et du Maroc avec respectivement 20 et 10 entrants
- La Mauritanie restera avec une tension maximale avec 42 entrants pour 10 sortants

Assez logiquement, la tension sur le marché du travail reflète le poids de la croissance démographique des 15 dernières années. Il n'est pas inutile de rappeler que la Tunisie occupe également la place de leader dans la planification familiale parmi les pays du Maghreb, alors que la Mauritanie est la moins engagée dans ce domaine.

Bien entendu, il convient de garder à l'esprit que ces données sont purement démographiques et qu'il n'y a aucune fatalité à craindre : la création de nouveaux postes de travail, voire de nouvelles professions peut changer cette contrainte en opportunités mais encore faut-il s'y préparer. On verra au point suivant comment la formation professionnelle peut contribuer à cela.

Figure 6. Nombre d'entrants pour 10 sortants du marché du travail. Algérie, 1948-2020





3. UN CADRE POUR INTEGRER L'EMPLOI DES 15-19 ANS ET LA FORMATION PROFESSIONNELLE

Il y a environ 10 ans, le BIT avait sonné l'alarme en fournissant le nombre de postes à créer annuellement pour avoir une chance d'amortir le choc des vagues de jeunes entre 2000 et 2010. Pour l'Algérie, 359.000, pour le Maroc 308.000 et pour la Tunisie 86.500. Le BIT parlait de "course perdue". Récemment, le ton du BIT est devenu plus optimiste en voyant le fait que la population active va s'accroître plus rapidement que celle des dépendants : on parle maintenant de véritable cadeau démographique pour le monde arabe qui va pouvoir -devoir- créer 100 millions d'emplois d'ici 2020. C'est en fait aller d'un extrême à l'autre: on s'attend maintenant à ce que la région arabe crée un nombre de postes équivalent au stock actuel. Ce qui manque dans le raisonnement des experts du BIT, c'est entre autres la formation professionnelle: leurs calculs sont basés sur les projections démographiques et n'envisagent que l'emploi, y compris pour les 15-19 ans alors que nous soutenons que pour cette tranche d'âges, il vaudrait mieux penser en termes de formation professionnelle pour améliorer leur "employabilité" et baisser la tension sur le marché du travail. Par ailleurs, les personnes sortant du marché du travail semblent avoir échappé aux calculs du BIT.

La formation professionnelle devrait recevoir davantage d'attention et de ressources. Ce secteur pourrait absorber l'essentiel des jeunes âgés de 15-19 ans éjectés du système scolaire pour leur donner de meilleures chances d'insertion dans le marché du travail. Cependant, les programmes, les conditions d'admission, la localisation régionale devront être re-considérés. La formation devrait être plus directement liée aux besoins du marché de l'emploi: dans la plupart des cas, selon les évaluations disponibles, l'équipement utilisé est obsolète, et la formation non adaptée à l'économie de la région, ni aux besoins du marché du travail.

Tableau 1: Simulation formation professionnelle selon les classes d'âge

Algérie 2000						
	FP	en % du groupe 15-19				
	10%	20%	30%	40%	50%	
15-19	34780	69560	104340	139120	173900	
55-64	131500	131500	131500	131500	131500	
15-24	657500	657500	657500	657500	657500	
Restant	491220	456440	421660	386880	352100	
Nouveaux emplois						
	100%	491220	456440	421660	386880	352100
	50%	245610	228220	210830	193440	176050

FP : formation professionnelle

Figure 7: Place de la formation dans l'entrée / sortie de l'emploi

Source: <http://www.un.org/esa/socdev/unyin/Workshops/Beirut-DraftReport.pdf>

La formation professionnelle devrait prendre sa vraie place au Maghreb. La main d'œuvre algérienne par exemple n'est guère appréciée en Algérie même par les opérateurs étrangers.

C'est ainsi que les entreprises chinoises qui ont obtenu 60% des projets de construction de logements préfèrent faire venir leurs propres travailleurs, dans un pays de 2 millions de chômeurs. Non seulement le cas n'est pas isolé mais force est de reconnaître qu'il y a un doute peut-être justifié sur la qualification des travailleurs algériens.

CONCLUSION:

Le chômage des jeunes dans le monde arabe est le double de la moyenne mondiale, ce qui donne une idée du chemin à parcourir.

Le tableau 1 récapitule pour les pays de l'Union du Maghreb Arabe les effectifs de population totale, ceux des 15-24 ans et ceux des 65 ans et plus de 2000 à 2020. C'est le poids des 15-24 ans qui devrait retenir en priorité l'attention des décideurs et des planificateurs. Même si leur poids va baisser dans la population totale, les effectifs absolus restent imposants. Le nombre de jeunes arrivant chaque année en âge d'activité sera en effet:

- Pour l'Algérie, le pic sera atteint en 2010 avec 721000, pour baisser ensuite et atteindre 656000 en 2020
- Le pic pour le Maroc sera atteint dès 2005 avec 643000
- Pour la Tunisie le pic sera aussi atteint en 2005 avec 208000 pour baisser ensuite et atteindre 162000 en 2020
- Pour la Mauritanie, aucun signe de fléchissement avant 2020; au contraire, l'augmentation est régulière et fait passer l'effectif de 51800 en 2000 à 89000 en 2020
- Pour la Libye le pic sera atteint en 2005 avec 126000 et on aura une baisse par la suite qui fera passer l'effectif à 119000 en 2020.

Les jeunes de 15-19 ans devraient être ciblés en priorité par la formation professionnelle en fonction de leurs talents et compétences et de leur intérêt et cette dernière ne doit pas être considérée comme une porte de sortie pour les exclus du système éducatif.

Si le secteur de la formation professionnelle reçoit le support politique et financier adéquat, il devrait pouvoir absorber une bonne partie des jeunes de 15-19 ans et en faire des travailleurs compétitifs sur le marché du travail'

Il faudrait que les programmes de formation, les conditions d'admission ainsi que la localisation des centres de formation professionnelle soient adaptés aux besoins du marché du travail.

La planification en matière d'emploi devrait absolument se faire en conjonction avec la formation professionnelle. Les projections démographiques sont incontournables et devraient être utilisées pour développer des scénarii incorporant le nombre de jeunes à capter par la formation professionnelle en fonction des effectifs arrivant chaque année en âge d'activité, des candidats à la retraite, et du taux de chômage.

L'accès au crédit devrait être facilité pour les jeunes sans tomber dans l'interventionnisme du gouvernement comme c'est le cas en Algérie, alors que les réformes entreprises devraient conduire à un Etat moins interventionniste!

Enfin, des 4 axes adoptés par le YEN, l'accent mis sur la formation professionnelle peut être discuté, mais nous pensons que c'est le moyen le plus efficace pour assurer aux jeunes un emploi décent et en même temps améliorer le niveau de qualification de la main d'œuvre. On pourrait même utiliser ce type de formation pour des personnes plus âgées dont la formation ne leur permet pas d'accéder au marché du travail. Quant aux autres axes, à savoir égalité des chances, création d'emploi et auto-emploi, nous estimons que la qualification professionnelle permettrait de donner davantage de chances aux femmes d'accéder au marché du travail et aux sans-emploi d'obtenir des emplois stables et aux petits entrepreneurs de mieux réussir leur première expérience.

Références bibliographiques

European Training Foundation, 1999, *An Overview of Vocational Education and Training, Country Report, Algeria 1997*. GAUDE, J, L'insertion des jeunes et les politiques d'emploi formation, Cahiers de l'Emploi et de la Formation, BIT, Genève, 46 p.

KOUAOUCI, A. 1999, "Youth in Algeria's transitions", paper presented to the *Arab Youth Study Group meeting*, American University in Cairo.

KOUAOUCI, A. 2001, "Politiques de population, pressions malthusiennes ou diffusion culturelle? Quel modèle de transition pour le Maghreb?", in Gendreau, F. (ed.) *Les transitions démographiques des pays du Sud*, Paris, Aupelf-Uref/Editions Estem, pp. 53-64

MCNICOLL, G. 1984, "Consequences of rapid population growth: Overview and assessment", in *Population and Development Review*, 10(2): -240.

Office National des Statistiques (Algérie):

http://www.ons.dz/them_sta.htm

Population division of the department of economic and social affairs of the United Nations secretariat, 2002, "World Population Prospects: The 2002 Revision and World Urbanization Prospects: The 2001 Revision, <http://esa.un.org/unpp>.

World Youth Report, 2003, Advance version, October 2003, at <http://www.un.org/esa/socdev/unyin/wyr/>
<http://www.un.org/esa/socdev/unyin/Workshops/Beirut-DraftReport.pdf>.